



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2016

Publication : 04/04/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Le 29 mars 2016

Rapport n° 6

A HUIS CLOS

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	7
Nombre de Votants	26

Extrait de la délibération affiché le **1^{er} avril 2016**.

L'an deux mille seize, le **29 mars** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **21 mars 2016**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Olivier **LARDANS**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Gérard **DELAHAYS**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Sophie **CAPELLE**, Valérie **LEDoux**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERON**, Stéphanie **ONFROY**, Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Pascal **DUMESNIL**, Jérôme **DUBOST**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Gilbert **FOURNIER** (pouvoir à Dominique **THINNES**), Jean-Pierre **QUEMION** (Pouvoir à Nicole **LANGLOIS**), Philippe **KWIATKOWSKI** (Pouvoir à Laurent **GILLE**), Marie-Paule **DESHAYES** (Pouvoir à Virginie **LAMBERT**), Fabienne **MALANDAIN** (Pouvoir à Jérôme **DUBOST**), Martine **LESAUVAGE** (Pouvoir à Nordine **HASSINI**), Nada **ASOUNI** (Pouvoir à Pascal **DUMESNIL**).

Désignation du Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 29 mars 2016

RAPPORT N°6

RESSOURCES HUMAINES : Régime indemnitaire des agents de catégorie B – Modification des critères d'attribution (4.5)

RAPPORTEUR - Monsieur Daniel FIDELIN, Maire

Par délibération en date du 22 Octobre 2012, un régime indemnitaire a été mis en place pour les agents de catégorie B, en prenant en compte les fonctions exercées par les agents.

Pour cela, des critères ont été établis, fixant le régime indemnitaire des agents de catégorie B sur 4 niveaux mensuels, allant de 150 € minimum à 500 € maximum en fonction des responsabilités assurées et du nombre d'agents encadrés. Les 4 niveaux définis sont les suivants :

- Niveau de BASE : remplacement qui peut être effectué en interne en cas d'absence, à savoir que d'autres agents du service peuvent pallier l'absence de l'agent de catégorie B,
- Niveau de RESPONSABLE DE SECTEUR avec 4 niveaux d'encadrement allant de 0 à 11 agents et plus encadrés et dont le remplacement ne peut être effectué en interne, à savoir que l'agent est seul sur son poste de travail ou bien qu'il encadre un secteur d'activités,
- Niveau D'ADJOINT AU RESPONSABLE DE SERVICE avec 4 niveaux d'encadrement allant de 0 à 11 et plus encadrés ou ADJOINT AU RESPONSABLE DE SECTEUR si plus de 10 agents encadrés,
- Niveau de RESPONSABLE DE SERVICE avec 4 niveaux d'encadrement allant de 0 à 11 agents et plus encadrés.

Un tableau de critères pour l'attribution du régime indemnitaire aux agents de catégorie B a été joint en annexe 1 à la délibération du 22 octobre 2012.

Afin de tenir compte des évolutions professionnelles, il est proposé d'apporter trois modifications à la précédente délibération permettant d'une part de réévaluer le poste de responsable de l'Etat Civil et d'autre part afin d'intégrer à la fois la fonction d'Assistante au Directeur Général des Services et celle de responsable Evènementiel.

Concernant le poste de Responsable de l'Etat Civil, ce poste est aujourd'hui valorisé sur les critères liés à l'ISA3 à savoir adjoint au responsable de service avec un encadrement de 11 agents et plus soit un montant de régime indemnitaire de 450 €. Il convient de le positionner dans le critère IR3 correspondant au niveau de Responsable de service avec un encadrement de 11 agents et plus avec un montant de régime indemnitaire de 500 €. Cette revalorisation repose sur l'investissement de l'agent actuellement en poste et constitue une mesure personnelle qui prendra fin avec le départ à la retraite de l'agent concerné car le poste sera occupé par un agent de catégorie A.

Concernant le poste d'Assistante au Directeur Général des Services, il est proposé d'octroyer le niveau de régime indemnitaire correspondant à l'IR3 d'un montant de 500 € actuellement accordé aux responsables de service encadrant plus de 11 agents. En effet, il convient de prendre en considération la grande disponibilité dont l'agent doit faire preuve dans l'exercice de ses missions ainsi que la spécificité professionnelle du poste qui nécessite un travail en étroite collaboration avec le Directeur Général des Services, les élus et en transversalité avec l'ensemble des services de la collectivité.

Concernant le poste de Responsable Evènementiel, il est proposé d'octroyer le niveau de régime indemnitaire correspondant à l'IS200 compte tenu des missions exercées.

Pour ces raisons, je vous propose donc d'adopter la délibération suivante :

VU le budget de l'exercice 2016

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des Fonctionnaires

VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n° 91-875 du 6 Septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée,

VU la délibération du Conseil Municipal du 22 Octobre 2012 portant modification du régime indemnitaire des agents de catégorie B,

VU le rapport de Monsieur FOURNIER, Adjoint délégué aux Ressources Humaines,

VU l'avis des Comités Techniques réunis les 15 et 23 février 2016,

CONSIDERANT

- qu'il revient à l'organe délibérant de fixer et d'organiser les principes et les critères d'octroi, de versement ou de retenues du régime indemnitaire pour créer les conditions d'une motivation des agents de la collectivité,
- que l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 a seulement pour objet de reconnaître le plein exercice du principe constitutionnel de libre administration dans la fixation des régimes indemnitaires locaux,
- la nécessité d'apporter des amendements et des ajustements aux régimes indemnitaires existants ;
- de différencier la rémunération des agents de catégorie B d'un même grade exerçant des missions différentes et de prendre en compte les niveaux de responsabilité et le nombre d'agents encadrés afin d'attribuer des indemnités en fonction de la nature et de la difficulté du poste.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal DECIDE :

- d'apporter les modifications suivantes à la délibération du 22 Octobre 2012 :
 - o Attribution d'un régime indemnitaire de niveau IR3 pour le responsable de l'état civil à titre individuel jusqu'au départ à la retraite de l'agent concerné
 - o Attribution d'un régime indemnitaire de niveau IR3 pour l'assistante du Directeur Général des Services afin de tenir compte des spécificités professionnelles et des responsabilités exercées inhérentes au poste de travail.
 - o Attribution d'un régime indemnitaire de niveau IS200 pour le responsable Evènementiel correspondant aux missions exercées.

La dépense supplémentaire par rapport au budget de l'année 2016 pour la Ville de Montivilliers est évaluée pour le budget 2016 à 4 450 €.

PIECES JOINTES en annexe

- Grille des critères
- Liste des fonctions concernées

Exercice 2016

Budget Principal

Chapitre 012

Sous-fonctions et rubriques : 022 - 0201 - 024

Nature 64118 - 64138

Rémunération principale du personnel permanent titulaire et non titulaire

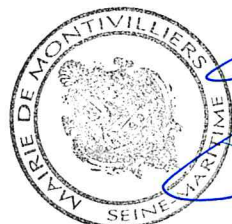
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 25 voix Pour et 1 voix Contre (Aurélien LECACHEUR).

Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Nordine HASSINI, Pascal DUMESNIL, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST et Gilles LEBRETON **ne prennent pas part au vote.**

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,



ANNEXE 1 Tableau des critères pour l'attribution du régime indemnitaire aux agents de catégorie B

	IO	IS	ISA	IR
Niveau de responsabilité Niveau d'encadrement	Base Tâche qui peut être effectuée en interne en cas d'absence	Responsable de secteur Tâche qui ne peut pas être effectuée en interne (exclusivité de la capacité professionnelle)	Adjoint au responsable de service	Responsable de service et Assistante du DGS
0	150 - Agent d'Etat Civil, Assistant communication infographiste, Photographe-infographiste, Chargé de la programmation culturelle, Animatrice culturelle, Coordination administrative scc sports, Assistant comptable et budgétaire, Gestionnaire Commande publique, Secrétaire de direction, Assistant à la gestion de la commande publique, Assistante Dév. Eco, Assistante RH, Suivi du patrimoine-archives, Professeur de musique et danse, Médiatrice scolaire, Animatrice du patrimoine, Educateur sportif des activités de la natation, Secrétariat gestion CCAS, Coordinatrice espace séniors, Coordinatrice insertion professionnelle, Instructeur urbanisme, Collaboratrice section adultes, Animateur social référent vie sociale locale, Animateur social enfance et jeunesse, Animateur social enfance et parentalité, Animateur social référent famille, Technicien étude travaux, Référent dév durable, Chargé de la régie voirie, Chargé de la propreté urbaine, Chargé du fleurissement et suivi phyto, Coordinateur affaires générales Jeunesse, Coordinatrice secteur petite enfance, Animateur service Jeunesse extrascolaire,	200 - Agent resp parc informatique, Resp patrimoine écrit, Coordinatrice logement, Resp événementiel	ISA0 : base ou secteur forfait + 100 Adjoint service culturel, Adjoint service Commande publique, Adjoint service RH, Adjoint service Finances, Adjoint en charge de la Voirie, <i>Adjoint en charge de la Propreté Urbaine, Adjoint secteur Espaces Verts</i>	
1 à 5		IS1 : 250 - Régisseur chef, Coordinateur Enfance Jeunesse, Coordinateur secteur administratif et financier, Resp section adulte bibliothèque,	ISA1 : base ou secteur forfait + 100	IR1 : 400 - Resp service Communication, Resp Police Municipale, Resp service urbanisme, Resp Coeur d'Abbaye, Resp secrétariat des élus- accueil
6 à 10		IS2 : 300 - Educateur sportif chef de bassin, Resp atelier, Resp CSJM, Resp RPA	ISA2 : base ou secteur forfait + 100	IR2 : 450 - Resp Bibliothèque
11 et +		IS3 : 350 - Resp entretien des locaux, Resp restauration collective, Resp secteur Espaces Verts, Resp secteur Voirie et Propreté Urbaine	ISA3 : base ou secteur forfait +100	IR3 : 500 - Responsable service Etat Civil,
Assistante du DGS				IR3 : 500 - Assistante du DGS
				500 euros maximum

Sauf quand le régime indemnitaire peut-être amélioré, les cadres B conserveront au moins, et ceci à titre individuel, leur régime indemnitaire actuel.

On admet qu'un secteur avec un effectif supérieur à 10 agents nécessite qu'il y ait un adjoint au responsable de secteur selon la spécialité

En italique : les postes actuellement occupés par des agents de catégorie C bénéficiant d'un RI spécifique mais prévus dans ce tableau en cas d'éventuelle évolution

ANNEXE 2 Tableau des fonctions pour l'attribution du régime indemnitaire aux agents de catégorie B

Niveau de responsabilité Niveau d'encadrement	IO	IS	ISA	IR
	Base Remplacement qui peut être effectué en interne en cas d'absence	Responsable de secteur Remplacement qui ne peut pas être effectué en interne	Adjoint au responsable de service	Responsable de service ou Assistante du DGS
0	150 -	200 -	ISA0 : base ou secteur forfait + 100	
1 à 5		IS1 : 250 -	ISA1 : base ou secteur forfait + 100	IR1 : 400 -
6 à 10		IS2 : 300 -	ISA2 : base ou secteur forfait + 100	IR2 : 450 -
11 et +		IS3 : 350 -	ISA3 : base ou secteur forfait +100	IR3 : 500 -
Assistante du DGS				IR3 : 500 -

Sauf quand le régime indemnitaire peut-être amélioré, les cadres B conserveront au moins, et ceci à titre individuel, leur régime indemnitaire actuel.
On admet qu'un secteur avec un effectif supérieur à 10 agents nécessite qu'il y ait un adjoint au responsable de secteur selon la spécialité